

244
m
579K0X

T. D. BOUCHARD

La Suspension de la Loi des Accidents du Travail de 1926.

*Discours prononcé à l'Assemblée Législative
le mardi, 29 mars, 1927.*

UNIVERSITY LIBRARY
DOCUMENTS DEPARTMENT
MAY 15 1972

Monsieur l'Orateur,

Le discours qui vient d'être prononcé par le député de Sainte-Marie (*M. Camillien Houde*) a été évidemment dicté par le plus étroit esprit de parti. La violence de ses attaques inconsidérées contre l'honorable Ministre du Travail démontre que ce n'est pas le souci de la sauvegarde des intérêts des ouvriers de cette province qui anime le parti conservateur mais que c'est tout simplement le désir de nuire au parti libéral qui lui inspire son attitude actuelle comme il lui a inspiré celle qu'il tenait lors de l'adoption de la Loi de Compensation des Accidents du Travail, à la session de 1926.

Importance de la question.

La loi dont le gouvernement demande en ce moment la suspension pour une année additionnelle est peut-être la plus importante de toutes celles que l'Assemblée Législative a votées depuis une dizaine d'années. Elle affecte directement les droits de tous ceux de nos deux cents mille ouvriers de la province de Québec que la main du malheur peut atteindre, une journée ou l'autre, au cours de leur travail en leur infligeant une blessure quelconque et, dans les cas d'accidents suivis de mort encore si nombreux malgré toutes les précautions des employeurs, c'est elle qui réglera les indemnités qui pourront sauver de la misère les conjoints survivants, les mères et les pères trop âgés pour vivre de leur propre labeur et les orphelins trop jeunes pour se subvenir à eux-mêmes. Et quant aux employeurs elle leur impose des charges d'assurance contre les accidents dont le montant dépasse le chiffre énorme de six millions de dollars.

Pour avoir une idée de la portée de notre loi de Compensation il suffit de jeter un coup d'oeil sur les statistiques de l'opération d'une loi presque identique sous le rapport des indemnités qui est mise en vigueur depuis quelques années dans la province voisine. Le dernier rapport de la Commission d'Administration de la Loi de Compensation des Accidents du Travail d'Ontario établit qu'en 1925 il a été déclaré dans cette province 60,012 accidents dont 345 ont été suivis de mort. Le montant total des indemnités qui ont été payées par les employeurs aux accidentés et à leurs familles a été de \$5,565,443.39. Comme notre province paye en salaires annuels aux ouvriers jouissant du bénéfice de la nouvelle loi environ 60% de ce qui est payé dans Ontario ces statistiques indiquent que, toute proportion gardée, il se produit chaque année sur notre territoire environ 36,007 accidents du travail qui coûteraient, en indemnités seulement, à notre industrie une somme approximative de \$2,838,150.00 après avoir déduit 15% en raison du fait que les indemnités aux accidentés sont un peu moindres dans notre province. A ce montant, pour trouver le coût total que nos industries auraient à supporter sous l'opération de la Loi de 1926, il faut ajouter au moins 120% pour les frais d'assurance ; ceci donnerait une charge globale de \$6,243,930.00 qu'elle imposerait annuellement à nos employeurs.

Un problème national.

Est-ce que ce n'est pas faire preuve de manque de patriotisme, en présence de ces faits, que de ramener ce grand problème de la réparation des accidents du travail à une simple question de partisanerie politique comme le fait le député de Sainte-Marie et comme l'opposition conservatrice l'a fait à la dernière session et veut encore le faire cette année ? Cette question est au-dessus de l'intérêt des partis et de tous les groupes professionnels et financiers qui peuvent profiter indirectement de sa décision dans un sens plutôt que dans un autre. Les dispositions de cette loi ne doivent être inspirées que par l'intérêt propre des deux grandes classes qu'elle concerne directement : celle des employeurs et celle

des ouvriers. Comme le bien-être et la prospérité de la province sont intimement liés au sort de ces deux grandes classes elle sort du cadre des questions ordinaires discutées par cette législature et elle devient une question nationale.

Raisons du Ministre du Travail justifiant l'ajournement

La motion qui donne lieu au présent débat propose l'ajournement, pour une année additionnelle, de la Loi de Compensation adoptée en 1926. L'honorable Ministre du Travail a expliqué que, sur les représentations qui ont été faites par les employeurs et par certaines associations ouvrières, le gouvernement s'est convaincu que ce serait compromettre les intérêts de l'industrie de la province et par conséquent celui des ouvriers que de mettre immédiatement cette loi en vigueur. Le gouvernement en adoptant la loi des accidents du travail en 1926 n'a eu en vue que l'amélioration du sort des accidentés et de leurs familles. Les ouvriers et les patrons se sont entendus sur la première partie de la loi concernant les indemnités nouvelles à payer ; le gouvernement a acquiescé de bonne foi à la demande des employeurs qui ont recommandé que l'administration de cette loi, établie par sa deuxième partie, fut laissée aux tribunaux ordinaires de justice. Les compagnies d'assurance ont représenté dans le temps qu'elles pouvaient donner des taux raisonnables à ceux qui s'assureraient et pour rendre plus certain le paiement des indemnités, à la suggestion des ouvriers, l'assurance a été rendue obligatoire. Le gouvernement n'étant pas convaincu que les taux seraient raisonnables a retardé l'application de la loi d'un an et il a déclaré que si ces taux étaient exorbitants la loi serait amendée, même en donnant une commission s'il le fallait, pour sauvegarder l'industrie de la province. Les primes demandées par les compagnies sont tellement élevées qu'elles deviennent un fardeau de beaucoup trop lourd pour les employeurs et le gouvernement croit de son devoir de retarder la mise en vigueur de la loi pour trouver un remède à la situation. Le Ministre du Travail a signalé, en terminant son discours, que l'opposition lors de l'étude de la Loi de 1926 ne l'avait critiquée que mollement, laissant sa discussion au député de Sainte-Marie qui était certainement ce-

lui des députés de l'opposition qui était le moins qualifié pour faire ce travail si important.

L'attitude blâmable de l'opposition.

A ces explications franches et courageuses de l'honorable Ministre du Travail le député de Sainte-Marie n'a trouvé de réponses que celles qui lui étaient dictées par l'esprit de parti. Pour essayer de disculper les principaux députés de l'opposition de leur inertie complète lors des débats de 1926 sur la Loi de Compensation il a dit que ses chefs l'avaient aidé dans sa lutte pour l'amélioration de la loi *d'une façon toute particulière*, pour employer ses propres termes, *par des conseils qu'ils lui ont donnés entre les séances*. En voilà une singulière façon pour des chefs de parti de défendre les intérêts du peuple. Si l'opposition était sincère dans la lutte qu'elle faisait pour l'administration de la loi par une commission comment se fait-il que pas un de ses chefs reconnus n'a prononcé un seul mot pour la réclamer au nom des ouvriers ? Comment se fait-il que le bouillant député de Deux-Montagnes (*M. Sauvé*), le chef officiel des conservateurs, ne s'est pas levé pour recommander la commission ? Comment se fait-il que pas un seul des avocats-députés de l'opposition, et ils étaient proportionnellement très nombreux, n'a prononcé le moindre discours pour tâcher de convaincre la Chambre, comme c'était leur devoir de le faire s'ils étaient sincères, que laisser la loi sous l'administration des tribunaux ordinaires de justice c'était compromettre les intérêts de la classe ouvrière ?

Les ouvriers de cette province n'approuveront certainement pas cette façon toute particulière, pour les chefs autorisés du parti conservateur, de défendre les intérêts des travailleurs en se taisant en Chambre et en se contentant, d'après l'assertion du député de Sainte-Marie, de lui donner des conseils entre les séances. Les ouvriers aiment ceux qui ne craignent pas de les défendre ouvertement en parlant de leurs sièges de représentants du peuple. Le député de Sainte-Marie a invité mon collègue de la Beauce à aller rencontrer ses électeurs de Montréal au cours de la prochaine élection. Je lui demande de me faire la même invitation et je lui déclare que,

même s'il ne m'invite pas, je trouverai probablement occasion d'aller condamner devant les ouvriers de sa division électorale l'attitude de ses chefs sur cette loi de la Compensation des Accidents du Travail.

L'intérêt public avant tout.

Le député de Sainte-Marie m'accuse d'avoir été la principale cause des tergiversations et des atermoiements du gouvernement sur cette question. Je prends avec plaisir la responsabilité de mes actes ; si je me suis levé de mon siège de député pour demander au gouvernement une loi que je croyais et que je crois encore meilleure que celle qui devait venir en force le premier avril c'est que j'ai compris que la question était tellement importante qu'elle autorisait un député qui a toujours été loyal envers son parti à différer d'opinions à son sujet avec ses chefs, non seulement à différer d'opinions avec eux mais même à défendre publiquement ces opinions pour tâcher de les faire triompher. Il est vrai que j'ai demandé et obtenu la suspension de la loi pour un an ; je me le regrette pas car le temps est venu confirmer un des principaux arguments que j'apportais, en 1926, contre la loi des Accidents du Travail. Je disais alors que les taux d'assurance contre la responsabilité des accidents du travail seraient tellement élevés sous les dispositions de cette loi qu'ils constitueraient sur l'industrie une charge que les employeurs de notre province ne pourraient supporter sans compromettre l'existence des manufactures qui ont à subir la concurrence de celles d'Ontario. Ces taux sont maintenant connus et ce sont des employeurs eux-mêmes qui viennent demander au gouvernement de changer le mode d'administration qu'ils recommandaient en 1926. Quel est l'employeur sérieux qui me blâmera aujourd'hui, comme veut le faire le député de Sainte-Marie, d'avoir demandé au gouvernement du délai dans l'application de la nouvelle loi ?

Le parti libéral ami de l'ouvrier.

Le député de Sainte-Marie a dit une parole malheureuse. Cette parole malheureuse c'est celle qu'il a prononcée lorsqu'il a accusé le gouvernement de

retarder la mise en vigueur de la loi pour exercer une vengeance contre les ouvriers. Il ne connaît pas évidemment son histoire politique. Quel est donc le parti qui a donné aux artisans de Québec toutes les réformes dont ils jouissent aujourd'hui si ce n'est le parti qui maintient au pouvoir le gouvernement présidant aux destinées de cette province depuis bientôt trente ans. Quel est l'ouvrier qui ne sait pas que c'est le chef du gouvernement actuel qui était ministre des Travaux Publics et du Travail lorsque en 1909 les travailleurs de cette province voyaient, les premiers sur ce continent, insérer aux statuts une loi spéciale de compensation des accidents du travail ? Cette loi, dans laquelle la réparation des accidents du travail était reconnue comme un droit chez l'ouvrier indépendamment de sa faute ou de celle de son patron, a été longtemps citée comme un modèle en Amérique et dans les vieux pays de l'Europe. Ce n'est que deux ans plus tard, en 1911, que la première loi similaire aux Etats-Unis était adoptée par l'Etat du New-Jersey. Le parti libéral a été en cette province le pionnier de l'amélioration du sort des travailleurs et c'est de l'aberration que de vouloir faire croire que c'est pour se venger de ceux dont il a toujours été le protecteur que le gouvernement retarde d'un an la mise en vigueur de la loi de Compensation des accidents du travail.

La suspension s'imposait.

Le député de Sainte-Marie m'accuse encore d'être celui qui a travaillé le plus énergiquement à faire de nouveau suspendre l'application de la nouvelle loi. Il n'a pas tort quand il affirme que j'ai voulu contribuer à la changer et que j'ai aimé mieux la voir être suspendue pour une année additionnelle que la laisser entrer en force le premier avril prochain. Mais cette attitude de ma part est loin d'être condamnable car elle sera jugée éminemment louable par tous ceux qui sont directement intéressés dans cette loi et qui voudront réfléchir sur sa portée, qu'ils appartiennent au groupe des employeurs ou au groupe des ouvriers.

J'aurais, ainsi qu'un certain nombre de mes collègues qui m'ont si généreusement prêté main-forte dans la campagne que j'ai entreprise pour l'amélio-

rer, préféré voir le gouvernement en changer les dispositions dès cette session mais nous n'avons pas trouvé chez les principaux intéressés un appui assez prompt pour convaincre en temps utile le gouvernement d'entreprendre le travail difficile et compliqué que comportait un changement radical dans son administration. Ce n'est qu'aux dernières heures de la session que nous avons réussi à démontrer au ministre que les employeurs s'étaient trompés en lui recommandant l'adoption de la loi actuelle à un moment où il n'y avait plus à songer à entreprendre la refonte d'une loi aussi importante. Tout ce que le gouvernement pouvait raisonnablement faire c'était la suspendre pour l'amender à la prochaine session de manière à la rendre la plus parfaite possible.

La paternité de la loi.

Il est injuste de vouloir faire supporter par le gouvernement toute responsabilité de ce retard. J'admets que les ouvriers ont depuis la création de la commission noblement fait leur part dans l'étude de la loi. Ils n'ont ménagé ni leur temps ni leur travail pour faire triompher leur point de vue. Quant à ce qui regarde la nature des indemnités le gouvernement a accepté leurs suggestions ; les ouvriers croyaient avec raison qu'il valait mieux dans l'intérêt des accidentés et de leurs familles décréter que la compensation serait payée sous forme de rentes plutôt que par une somme globale unique. Le montant de ces indemnités a été fixé par le gouvernement après entente entre les représentants des ouvriers et des patrons. Là où les opinions ont différé radicalement ce fut sur la question de l'administration de la loi. Les ouvriers après avoir fait une étude des plus sérieuse du problème recommandèrent l'administration par une commission, système que j'ai préconisé et que je préconise encore dans cette chambre.

Les représentants des manufacturiers de leur côté eurent le tort de ne pas approfondir la question de l'administration de la loi et voulurent suivre les sentiers battus. Ils s'opposèrent, malgré les représentations qui leur fut faites par les ouvriers qu'ils travaillaient en cela contre leur propre intérêt, à la création d'une commission et ils insistèrent auprès du gouvernement pour que l'administration de la loi

fut laissée aux tribunaux de justice ordinaires en recommandant une diminution de frais. Le gouvernement s'est rendu à la demande des manufacturiers.

Négligence des employeurs.

Les employeurs, ne prévoyant sans doute pas les taux que les compagnies d'assurance leur chargeraient pour les garantir contre les nouvelles responsabilités que leur imposait la Loi du Travail de 1926, négligèrent, durant tout le temps qui s'est écoulé depuis l'adoption de cette loi à venir à ces dernières semaines, de s'occuper de cette question. Ce n'est que lorsque je réussis à rendre publics quelques-uns des nouveaux taux des compagnies d'assurance qu'ils commencèrent à s'émouvoir et qu'ils tâchèrent de trouver un remède à la mauvaise situation dans laquelle ils se trouvaient. Le gouvernement n'a donc pas reçu les représentations des manufacturiers en temps utile pour pouvoir entreprendre à cette session la refonte de la deuxième partie de la loi pour les protéger contre les taux exorbitants des compagnies d'assurance.

Tactiques des compagnies d'assurance.

Et maintenant examinons un peu les agissements des compagnies d'assurance. L'intention du gouvernement en suspendant la mise en vigueur de la loi pour un an était de permettre aux employeurs de connaître, quelques mois avant la session actuelle, les charges que leur feraient les compagnies pour les garantir contre leurs nouvelles responsabilités, pour qu'ils puissent se rendre compte, alors qu'ils auraient pu demander des modifications à la loi, si l'industrie pouvait raisonnablement supporter ce nouveau fardeau. Au cours de 1926 les compagnies se contentent d'aviser leurs agents d'avertir leurs clients que les anciens taux ne seront en vigueur que jusqu'au premier avril 1927. Aux demandes de production des taux nouveaux on se borne à répondre qu'on n'a pas encore réussi à les établir. Au début de la session de 1927 les taux sont encore tenus secrets et les assurés ne peuvent pas en prendre connaissance. Vers le premier février ayant réussi à me procurer une copie de la liste des taux nouveaux et constatant que mes prévisions s'étaient réalisées, c'est-à-dire

qu'ils étaient hors de toute proportion avec ceux chargés par la Commission de Compensation d'Ontario, j'ai commencé une agitation sur les tribunes populaires et dans la presse de la province de manière à attirer l'attention des manufacturiers sur les dangers qui les menaçaient. Des employeurs essaient encore d'obtenir leurs taux mais les compagnies les tiennent secrets jusqu'à ces dernières semaines, leur but évident étant de ne pas éveiller l'attention générale des employeurs avant la fin de la session de manière à ce que le gouvernement ne puisse pas modifier la loi en temps utile.

Au dernier moment les employeurs s'agitent.

La campagne que les partisans de la modification de la loi ont entreprise dans cette province et dont j'avoue avoir été un des esprits dirigeants quoi que veuille en prétendre le député de Sainte-Marie, a eu cependant son effet. Les employeurs d'un peu partout pour se protéger font des représentations à leurs députés et ces députés, faisant en cela leur devoir de représentants de l'intérêt public, demandent au gouvernement de reconsidérer sa décision de mettre la loi en vigueur le premier avril prochain. Le gouvernement après avoir enquêté sur les plaintes qui lui ont été transmises par ses députés, a modifié avec raison son opinion et, plaçant l'intérêt public au-dessus de toutes considérations d'amour-propre, présente actuellement une loi demandant à la Chambre de suspendre pour une année additionnelle la mise en vigueur de la Loi de Compensation des Accidents du Travail en déclarant que l'an prochain elle sera amendée de manière à protéger tous les intérêts légitimes.

Nous sommes à la veille de la prorogation des Chambres. Les employeurs par le retard qu'ils ont mis à faire comprendre au gouvernement le péril dans lequel ils se trouvent, retard attribuable en partie à leur négligence d'étudier à fond la question mais surtout à la tactique intéressée des assurances de ne faire connaître l'augmentation phénoménale de leurs taux qu'à la dernière minute, ont acculé le gouvernement à deux alternatives : laisser une loi reconnue mauvaise venir en vigueur ou la suspendre pour qu'elle puisse être amendée à la prochaine.

session, avant qu'elle n'entre en force.

C'est ce dernier parti que le gouvernement a pris et c'était le seul à prendre pour protéger les intérêts des deux grandes classes intéressées directement : celle des employeurs et celle des ouvriers.

La Loi est oppressive pour nos industries.

Les industriels ont-ils raison de demander la suspension de la loi ? Il suffit d'examiner les taux que les assurances demandent pour se convaincre que les employeurs ne peuvent pas raisonnablement être forcés à les payer. J'ai fait publier dans la presse de la province quelques-uns de ces taux en les comparant avec ceux qui sont chargés par la Commission de Compensation d'Ontario. Bien que la loi soit de beaucoup plus onéreuse dans la province voisine pour le patron qu'elle ne l'est dans la province de Québec ces taux sont de cinquante jusqu'à mille pour cent plus élevés pour nos employeurs. Je ne veux pas prendre le temps de cette chambre pour lire la longue liste de ces taux comparatifs mais qu'il me suffise de dire qu'ils sont en moyenne de deux cent cinquante pour cent plus élevés chez nous. *

Dans quelle position le gouvernement placerait-il nos manufactures qui ont à subir la concurrence d'industries similaires dans Ontario s'il persistait à vouloir mettre cette loi en vigueur ? Les manufactures d'Ontario grâce au climat moins rigoureux de cette province ont des charges moins lourdes à supporter pour la chauffage que les nôtres ; le

* Voici quelques-uns des taux comparatifs par cent dollars de salaires payés qui ont été publiés dans la presse de la province :

Industries :	Québec	Ontario
	1927	1926
Instruments aratoires	\$ 3.08	.60
Accessoires d'automobiles	1.78	.50
Boulangeries	1.75	.60
Marchandises laiton ou cuivre	2.30	1.00
Const. Ponts en fer	16.69	2.75
Entrepreneurs bâtisses	3.40	1.20
Bouilloires à vapeur	5.24	2.25
Ebénisterie	2.82	.50
Manufac. de bidons	3.70	.60
Manufacture de conserves	2.12	.80
Menuiserie (boutique seul.)	4.83	.50

coût de leur construction est aussi moins élevé parce qu'elles ne sont pas exposées à la rigueur de nos hivers plus froids. Le coût de leur production est diminué d'autant. Si nos industriels sont forcés par une loi à payer deux cents pour cent de plus que leurs concurrents d'Ontario pour les frais de protection contre les accidents de travail qui entreront maintenant pour une si forte proportion dans leurs frais généraux leur position pour leur faire concurrence deviendra intenable à moins que les ouvriers ne consentent à rétablir l'équilibre en acceptant une diminution de salaire.

Et maintenant quel sera l'effet de la loi sur nos petits employeurs de la campagne ? En vertu de la nouvelle loi ils sont forcés de s'assurer. Peut-on raisonnablement leur demander de porter un fardeau aussi lourd que celui qui leur sera imposé par les charges que leur demandent les compagnies d'assurance contre la responsabilité patronale. Et si ces petits employeurs négligent ou oublient de s'assurer, s'il leur survient un accident suivi de mort qu'arrivera-t-il ? On sait qu'en vertu de la nouvelle loi la compensation d'un accident mortel peut représenter une somme capitalisée s'élevant jusqu'à dix-huit mille dollars. Quel est le petit employeur qui ne serait pas ruiné par un accident de cette nature ?

Lorsque j'ai cru devoir réunir les manufacturiers et les employeurs de la ville de Saint-Hyacinthe pour discuter avec eux les effets de la nouvelle loi leur sentiment a été unanime pour demander au

Voitures, fardiers	3.08	1.10
Vêtements, hardes faites30	.10
Excavation	4.48	1.20
Fonderies	2.25	1.70
Meubles	2.82	.50
Selleries	1.05	.40
Exploitation forestière	7.82	3.25
Marchand bois d'oeuvre	3.21	1.20
Imprimerie88	.25
Papier	3.35	1.40
Pulpe Chimique	3.15	1.75
Carriérage	9.82	5.00
Cravois, minage	6.07	3.50
Textiles	1.77	.60
Lainages, filage et tissage	1.08	.75
Poêles	2.02	.90
Poêles, acier en feuille	2.61	.90

gouvernement d'en changer les dispositions non pas pour diminuer les indemnités payables aux accidentés ou à leurs familles mais pour en rendre l'administration moins onéreuse afin de diminuer au minimum les charges qu'elle impose sur l'industrie. La résolution transmise au gouvernement a été proposée par un chef conservateur de Saint-Hyacinthe car tout le monde a compris chez nous que cette question sortait du cadre ordinaire des questions de partis. Un officier de l'Association Canadienne des Manufacturiers, division de la province de Québec, pour atténuer l'effet de cette assemblée a cru devoir publier dans les journaux qu'elle n'avait pas été autorisée par son association. N'empêche que c'est elle qui a mis les employeurs de la province en éveil et c'est grâce à elle si d'autres associations d'employeurs se sont mis à étudier la question et ont fait une pression sur le gouvernement pour l'induire à modifier la loi.

Les protestation subséquentes qui sont venues d'un peu partout de la province ont indiqué clairement au gouvernement que l'industrie ne pouvait pas supporter les taux exigés par les compagnies d'assurance.

Et s'il est de l'intérêt des employeurs de voter la suspension de cette loi il ne l'est pas moins de l'intérêt des ouvriers.

Les ouvriers approuvent la suspension.

J'ai soumis la question au Syndicat Ouvrier de Saint-Hyacinthe une vaste association comptant 977 chefs de famille, à son assemblée annuelle à laquelle assistaient au-delà de deux cents membres. Ces braves ouvriers après avoir appris que la mise en vigueur de cette loi compromettrait les intérêts des patrons, mettait en danger le sort des familles nombreuses et exposerait les accidentés et leurs familles à ne pas recevoir leurs indemnités dans tous les cas ont préféré voir retarder l'application de cette loi d'une année additionnelle, bien qu'elle leur offre des avantages plus substantiels que celle qui est actuellement en vigueur, de manière à ce que le gouvernement puisse l'amender pour la rendre moins onéreuse pour le patron et plus parfaite pour l'ouvrier. Ils ont voté à l'unanimité une

résolution approuvant le gouvernement qui venait de publier son intention de suspendre la loi nouvelle pour douze mois additionnels. Le Conseil Central des Syndicats Catholiques de Saint-Hyacinthe passait le lendemain soir une résolution de la même nature qui était transmise au gouvernement et aux journaux pour publication.

Je connais assez les ouvriers de la province de Québec pour savoir que leur grande majorité pensent comme les travailleurs de Saint-Hyacinthe. Le député de Sainte-Marie menace le gouvernement libéral des représailles des ouvriers s'il ne laisse pas la loi entrer en vigueur le premier avril ; il n'est pas un seul ouvrier soucieux de ses intérêts et débarrassé de l'esprit de parti qui, après avoir pris connaissance des raisons qui militent en faveur de la suspension de la loi au point de vue ouvrier, n'approuvera pas le gouvernement comme l'ont fait les ouvriers de Saint-Hyacinthe de suspendre une loi mauvaise pour douze mois de manière à pouvoir en adopter une bonne sous tous les rapports.

Une menace pour le salaire de l'ouvrier.

Les ouvriers savent que tout ce qui peut compromettre l'existence des industries est de nature à nuire au travailleur. Si les lois de notre province empêchent les manufactures de faire une concurrence avec chances à peu près égales aux manufactures des provinces étrangères comment peut-on espérer les voir venir s'établir chez nous ? Si ces lois imposent sur celles qui y sont déjà établies des charges trop onéreuses comment pourront-elles s'agrandir ou simplement se maintenir ? Elles ne pourront le faire qu'en diminuant le salaire de l'ouvrier comme l'a d'ailleurs déclaré il y a à peine six semaines le président de la branche de l'Association des Manufacturiers Canadiens de Montréal. Les ouvriers pensent-ils que leurs salaires sont assez élevés pour qu'ils puissent consentir à les laisser diminuer pour le seul plaisir de voir mettre en vigueur une mauvaise loi ouvrière ?

Un danger pour les familles nombreuses.

Il est un aspect de la question que les ouvriers canadiens-français surtout comprendront bien. La

loi en laissant à la responsabilité individuelle de l'employeur la compensation des accidents du travail invite les patrons à n'employer que les célibataires. Avec le système de compensation par des rentes payables suivant le nombre de ceux qui vivent du salaire de l'ouvrier le patron est intéressé directement, pour diminuer ses frais d'assurance et ses risques, à ne pas employer de travailleur ayant une épouse et des enfants en bas âge. Si cette loi était mise en vigueur telle qu'elle est dans quelle position désavantageuse seraient nos ouvriers canadiens-français qui se marient très jeunes et qui sont presque toujours chargés d'une famille nombreuse ? Les patrons auraient un intérêt direct à donner la préférence aux ouvriers célibataires ou chargés de moins d'enfants. L'opération de cette loi serait à la longue une menace pour les nombreuses familles car le travailleur, sentant ses facilités pour trouver de l'emploi diminuer suivant l'accroissement de sa famille, serait invité à la restreindre autant que possible. La responsabilité individuelle de l'employeur dans le cas de compensation des accidents du travail par des rentes basées sur le nombre des dépendants est donc un principe dangereux au point de vue social et un péril national pour les Canadiens-Français.

La suspension de la loi s'impose donc pour que la responsabilité individuelle soit remplacée par la responsabilité collective de l'industrie. Dans le cas où la responsabilité est supportée par l'industrie entière tout danger de traitement préférentiel en faveur des célibataires ou des chefs de famille sans enfants disparaît. Le patron n'étant plus intéressé directement dans le paiement des indemnités ne trouve plus d'avantages personnels à refuser du travail aux ouvriers à la tête de familles nombreuses; c'est l'industrie dans son ensemble qui supporte les charges et l'intérêt de l'employeur individuel devient si minime qu'il disparaît tout entier en pratique.

Sous ce seul rapport la loi de compensation est suffisamment dangereuse pour décréter sa suspension de manière à permettre à ceux qui dirigent les destinées de notre race d'unir leurs efforts pendant l'année qui interviendra entre cette session et la prochaine réunion des chambres pour en arriver à rem-

placer la responsabilité individuelle par la responsabilité collective.

Une loi qui n'assure pas à l'ouvrier tous ses bénéfices.

Et cette responsabilité collective fera disparaître aussi deux graves inconvénients qui sont inhérents à la responsabilité individuelle des employeurs. Avec cette responsabilité individuelle l'accidenté et sa famille ne sont pas toujours assurés de recevoir l'indemnité qui leur est offerte par la loi. Si le patron n'est pas assuré et qu'il vienne à faillir les indemnités sont perdues. Si l'employeur est assuré et que la compagnie d'assurance vienne en mauvaise affaires les bénéficiaires perdent encore leurs rentes. Avec la responsabilité collective les indemnités étant une charge sur toute l'industrie ne peuvent pas se perdre en aucun cas.

En laissant la responsabilité individuelle le patron ou la compagnie d'assurance sont intéressés directement à payer le moins possible à l'accidenté et à sa famille. Dans le cas de la responsabilité collective le patron, ne payant pas lui-même l'indemnité, n'est aucunement intéressé à diminuer le montant dû à l'accidenté ou à sa famille ce qui assure le paiement intégral à tous les bénéficiaires, et sans ennuis quelconques, de toutes les sommes que leur garantit la loi.

Quel est l'ouvrier qui après avoir pris connaissance de ces faits n'accueillera pas avec plaisir la décision du gouvernement de cette province de suspendre cette loi pour un an de manière à permettre aux patrons, aux employeurs et à tous ceux qui s'intéressent au progrès matériel et moral de notre province d'unir leurs efforts pour faire de notre nouvelle loi de Compensation une loi qui sera un modèle de saine législation ouvrière comme l'a été pendant de nombreuses années la première loi de réparation des accidents du Travail qui était donnée en 1909 à notre province par celui qui en est aujourd'hui le Premier-Ministre.

Un geste patriotique du Premier-Ministre.

Monsieur l'Orateur, si j'ai pris une part très active dans les débats qui se sont faits dans la chambre au sujet de la loi de Compensation des Accidents du Travail, si parfois j'ai pris des attitudes qui pou-

vaient déplaire aux chefs de mon parti sur cette question, c'est que la ville que je représente m'a donné une idée très nette de son importance qui dépasse dans mon opinion les simples intérêts d'un groupement politique quelconque. Saint-Hyacinthe est la quatrième ville de la province sous le rapport du nombre des industries et la cinquième sous le rapport du nombre des ouvriers. Cette ville industrielle, qui m'honore de sa confiance depuis bientôt un quart de siècle, compte quarante-huit manufactures qui donnent du travail à tout près de trois mille ouvriers. L'attitude que j'ai prise est approuvée par l'unanimité de ses employeurs et de ses ouvriers et il est de mon devoir de rendre hommage en leur nom au Premier-Ministre de cette province de la profondeur des sentiments de patriotisme qu'il a manifestés sur cette question en ne craignant pas de prendre la position courageuse que le seul intérêt public lui a imposée dans la circonstance. Il est vrai qu'à plusieurs reprises il a déclaré que la Loi de Compensation deviendrait en vigueur le premier avril prochain. Lorsqu'il faisait ces déclarations il était sincère et il les faisait dans un bon but mais, aujourd'hui qu'il s'aperçoit qu'il a été trompé, laissant de côté son amour-propre, pour servir les intérêts de sa province, il demande à la Chambre de voter une loi pour en empêcher une, qu'il juge maintenant mauvaise, de venir en vigueur. Son geste lui mérite un accroissement d'estime chez ses amis et son patriotisme éclairé sera la cause que l'an prochain la Législature inscrira dans ses statuts une loi de Compensation des Accidents du Travail qui sera un modèle de saine législation ouvrière comme le fut la première qu'il donna à sa province, en 1909.

